

# La santé mentale s'invite dans la présidentielle



Par [Anne Bayle-Iniguez](#)

28 février 2022 à 12h45

- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Facebook](#)
- [Email](#)

Les candidats affutent leurs arguments sur ce thème qui ressort à la faveur de la crise sanitaire



De gauche à droite, **François Braun**, chef des urgences du CHR Metz-Thionville et président de Samu-Urgences de France, l'un des trois référents santé du futur candidat de la majorité présidentielle ; **Philippe Juvin**, chef des urgences de l'hôpital Georges Pompidou à Paris, maire LR de la Garenne-Colombes, à la tête du pôle santé de l'équipe de campagne de Valérie Pécresse ; **Patrick Barriot**, médecin spécialiste en anesthésie réanimation et référent santé de Marine Le Pen ; **Alain Durand**, chirurgien-dentiste et représentant d'Eric Zemmour

## Les faits -

A l'occasion d'un débat organisé le 15 février par l'association Coopération Santé et le journal l'Opinion, les représentants des principaux candidats à la présidentielle ont défendu leurs programmes et propositions sur la santé

C'est l'une des grandes révélations de la crise sanitaire dont on aurait pu se passer. La culture médicale française, historiquement concentrée sur le *care* et non la prévention, a laissé filer le sujet de la santé mentale, qui a explosé lors de la crise sanitaire. Les politiques successifs au pouvoir ont leur part de responsabilité.

Ce double constat a fait consensus parmi les conseillers santé de sept candidats à la présidentielle, invités à débattre de la santé, de leurs projets pour l'hôpital, la médecine de ville, le financement de notre système de protection sociale, l'innovation ou encore les parcours de soins, au cours du prochain quinquennat lors d'un colloque organisé le 15 février [par l'association Coopération Santé, présidée par Alain Coulomb, ancien directeur de la Haute Autorité de Santé \(ARS\) et le journal l'Opinion](#). Autour de la table se trouvaient la députée Caroline Fiat (LFI), Marine Tondelier (EELV), le député Boris Vallaud (PS), les urgentistes François Braun (représentant de la majorité présidentielle) et Philippe Juvin, par ailleurs maire de la Garenne-Colombes et conseiller de Valérie Pécresse (LR) pour les questions de santé, Patrick Barriot, ancien médecin militaire et spécialiste santé de Marine le Pen (RN) et Alain Durand, chirurgien-dentiste et soutien d'Eric Zemmour (Reconquête!).

La crise sanitaire et l'impact des mesures de restriction des libertés à répétition sur la santé psychique des Français font l'objet d'études scientifiques de plus en plus documentées. La dernière en date, [menée par le CHU de Toulouse](#) est révélatrice des ravages de la pandémie : 35 % des Français ont signalé entre mars 2020 et mars 2021 des symptômes de dépression et 35 % d'anxiété.

Face à la montée en puissance de ce sujet, Emmanuel Macron a lancé en septembre 2021, lors des Assises de la santé mentale et de la psychiatrie, *MonPsy*, dispositif de remboursement de séances (plafonné) avec un psychologue conventionné, voté en décembre par le Parlement dans le cadre du budget de la Sécurité sociale pour 2022. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé le 17 février l'ouverture de la plateforme de candidatures aux psychologues volontaires. L'annuaire des spécialistes partenaires sera disponible en avril et les remboursements débiteront à ce moment-là, a précisé le ministre. C'est-à-dire au beau milieu de l'élection présidentielle, dont le premier tour se tiendra le 10 avril et le second tour le 24 avril.

**Argument de campagne.** Preuve que le sujet de la santé mentale pourrait prendre une place prépondérante dans le débat politique, Anne Hidalgo, en a fait un argument de campagne. « La santé mentale est jusqu'ici un sujet un peu orphelin mais ce sera la grande cause du quinquennat d'Anne Hidalgo, a d'ailleurs développé Boris Vallaud. Souffrance ordinaire, maladie psychique, dépression et addiction, troubles anxieux, mal être des étudiants isolés... La crise est révélatrice de cette question éthique et politique, qui touche à l'éducation, au travail, au logement, à la justice. La santé mentale est un enjeu d'égalité territoriale et sociale. »

Valérie Pécresse devrait elle aussi monter au créneau sur ce thème. [Dans un entretien au « Quotidien du médecin » publié le 28 janvier](#), la candidate LR voyait la santé mentale comme une « grande cause » sanitaire, avec « priorité à la déstigmatisation et à la recherche » et création d'un institut national sur le modèle de l'INCa pour le cancer.

Jean-Luc Mélenchon milite également pour un grand plan national afin de renforcer les réseaux de centres médico-psychologiques.

Moins favorable à un grand soir, Yannick Jadot défend des mesures plus ciblées, comme la création de 10 000 lits de psychiatrie en cinq ans. Fabien Roussel (PC) et Marine Le Pen proposent pour leur part une loi-cadre sur la psychiatrie. En 2017, la candidate RN faisait déjà de la santé mentale « un enjeu majeur de santé publique ».